

# LE 10<sup>ème</sup> HOMME

Son devoir est de penser différemment

25 juin 2019

## Élections européennes : L'érosion des centres continuent

Par Bill Wirtz



Crédits photos : rawf8 / Shutterstock.com

Les Dessous de l'Union Européenne

## Introduction

Les élections européennes ont eu lieu entre le 23 et le 26 mai 2019. Les citoyens des pays membres de l'Union européenne ont été appelé à voter, d'après les modalités de leur pays d'origine, et élire un nouveau parlement européen.

Ce parlement sera un des acteurs qui déterminera les priorités politiques de l'UE pour les cinq ans à venir, à travers la constitution d'une nouvelle **Commission européenne**, et pourra amender les directives européennes.

Le résultat confirme **l'érosion du centre politique à travers la polarisation de l'Union européenne**. Les démocrates fédéralistes ont récolté de nombreux nouveaux sièges, ainsi que les eurosceptiques, conservateurs et l'extrême-droite.

La vraie bataille ne vient que de commencer. Pendant que vous regardiez les résultats sur vos écrans, les premiers dîners à Bruxelles et Strasbourg déterminaient déjà les postes importants.

Aujourd'hui, c'est la plus grande bataille qui se joue : la présidence de la Commission européenne.

## Table des matières

Introduction .....	2
Les prochaines dates importantes.....	3
Ce que les résultats de ces élections signifient .....	4
La présidence de la Commission européenne.....	5
La redistribution changera (légèrement) la législation européenne.....	6
Quelle importance a réellement ces élections ? .....	7
Combien coûte les eurodéputés ? .....	7
Que faire dans l'immédiat ?.....	7

## Les prochaines dates importantes

**Ce mois-ci** : Le président du Conseil européen propose un candidat au Conseil, qui vote à majorité qualifiée. Le Conseil semble encore loin de trouver un accord. Le premier ministre néerlandais Mark Rutte a indiqué qu'une prochaine information intéressante pourrait venir après le G20 au Japon, qui se tiendra le 28 et le 29 juin.

**Le 2 juillet 2019** - Le nouveau Parlement aura sa première session parlementaire. A Strasbourg, les eurodéputés vont élire un nouveau président et des nouveaux vice-présidents. Le président actuel est l'Italien Antonio Tajani.

Les députés se regrouperont dans des formations politiques aux idéologies divergentes (il y en a 7 en ce moment, ainsi que les non-attachés). Chaque groupe élira un président qui les représentera dans la conférence des présidents du Parlement européen, qui distribue les postes dans les Commissions.

*Note : un eurodéputé n'a pas beaucoup d'influence parlementaire dans la commission des pétitions, mais beaucoup dans la commission du marché intérieur. En ce sens, il y a un nombre de postes qui sont très en vue et d'autres beaucoup moins.*

**Première semaine de juillet** : Dans la même semaine, le Parlement confirmera le président de la Commission par vote secret. Vous ne saurez pas comment vos représentants ont voté.

**Septembre-octobre** : Les pays membres proposeront les candidats pour les différents postes de commissaires. Ces candidats seront interrogés par les eurodéputés.

**Octobre-novembre** : Le Parlement européen vote sur la Commission européenne dans son entier.

*Les deux derniers paragraphes sont à prendre au conditionnel, du fait que le Conseil européen doit encore trouver un candidat pour la Commission européenne avant juillet.*

## Ce que les résultats de ces élections signifient

Les élections en mai ont puni le centre-droit et le centre-gauche, et ont fait gagner les forces fédéralistes pro-intégration et pro-Union européenne, ainsi que la droite eurosceptique et réformiste.

Ce phénomène est très visible au Royaume-Uni, où les deux partis vainqueurs ont été le *Brexit Party* dirigé par le célèbre eurosceptique Nigel Farage, ainsi que les *Liberal Democrats* qui veulent au contraire annuler le Brexit. En France, le *Rassemblement national* de Marine Le Pen est arrivé en tête, devant *La République En Marche* d'Emmanuel Macron. En Italie, la *Ligue du Nord* de Matteo Salvini a aussi remporté les élections européennes.

Dans un premier temps, ces résultats ont des conséquences directes. En Grèce, la défaite impressionnante du parti d'extrême gauche Syriza du premier ministre Alexis Tsipras mènera à des élections anticipées en juillet. En Italie, **Salvini pourrait choisir d'organiser de nouvelles élections** pour se procurer une majorité absolue à Rome. En France, le scrutin a montré que **l'enthousiasme pro-Union européenne** qu'Emmanuel Macron voulait relancer, **ne semble pas résonner avec l'électorat**.

En Europe de l'Ouest, nous voyons aussi une percée écologiste, surtout en France, en Allemagne, et en Finlande - alors que l'engouement ne s'est pas fait sentir **en Europe de l'Est**. Il faut comprendre que la taxation sur les vols en avion ou le pétrole sera beaucoup plus punitive pour les pays de l'ex- bloc soviétique. Ce phénomène creusera encore plus les divisions ouest-est de l'UE pour les années à venir. L'Europe aura peut-être, **son propre mouvement de Gilets jaunes pan-européen**, qui s'opposera à la taxation écologiste.

Ces élections montrent que le continent est divisé dans son approche du projet européen, et que les attitudes des leaders politiques pendant les cinq dernières années n'ont fait qu'aggraver la situation.

### **Le jeu des dépendances ou « qui a besoin de qui »**

Les chrétiens-démocrates et les sociaux-démocrates n'ont plus de majorité absolue après ces élections.

S'ils veulent constituer un parlement fonctionnel, ils auront besoin d'un accord avec le mouvement d'Emmanuel Macron et du nouveau mouvement *Renaissance*. Ce nouveau parti centriste devient le « faiseur de roi ».

## **La présidence de la Commission européenne**

D'après le système de 2014, la question de qui va devenir président de la Commission européenne, devrait déjà être résolue. **Le système du *Spitzenkandidaten*** dit que le parti qui obtient le plus de sièges au Parlement désigne son président. Mais déjà en 2014, les membres du Conseil européen n'étaient pas très contents avec cet arrangement. L'ancien premier ministre britannique David Cameron avait essayé, sans succès, de rassembler un nombre d'Etats suffisant pour s'opposer à l'élection de Jean-Claude Juncker. Cet effort avait échoué.

Selon cette règle, le candidat du PPE (parti populaire européen), l'allemand **Manfred Weber**, devrait devenir le prochain président, mais là encore il y a une opposition à ce système. **Cette fois c'est la France d'Emmanuel Macron et l'Italie de Giuseppe Conte qui pourraient dire non.** Le terrain de l'affrontement a, cette fois, été mieux préparé qu'en 2014, en effet les deux pays ont déjà exprimé leur opposition avant les élections de mai.

Emmanuel Macron [parle même d'Angela Merkel comme bonne candidate](#) pour la présidence de la Commission européenne. Après toutes ces discussions à Bruxelles et dans les pays membres, **il est fort probable que Manfred Weber ne sera pas le candidat choisi.** Il est possible qu'Emmanuel Macron utilise sa position de faiseur de roi au Parlement européen pour proposer un candidat.

A Bruxelles, on parle beaucoup du négociateur pour le Brexit, l'ancien ministre et commissaire français, Michel Barnier. Mais Barnier vient du centre-droit et il pourrait bien céder sa place à **Margrethe Vestager** (prononcé "Vestayeure") située plus au centre.

La politicienne danoise est la Commissaire européenne à la Concurrence et vient d'un mouvement centriste. Elle pourrait très bien passer comme une candidate du consensus pour les Etats membres. De plus, **elle serait la première femme présidente** de la Commission.

## La redistribution changera (légèrement) la législation européenne

Quand des journalistes ont interrogé Manfred Weber sur les coalitions potentielles au Parlement européen, l'Allemand n'a pas exclu la possibilité de s'allier aussi avec les Verts.

Le centre-droit et le centre-gauche n'ont que besoin des "centristes" d'Emmanuel Macron pour avoir une majorité, mais les stratèges des grandes familles politiques pensent qu'une association avec les écolos pourrait leur garantir moins d'opposition de la part des écologistes les plus radicaux.

### Les Verts acceptent-ils une coalition ?

L'argument pour (du point de vue écolo) : s'ils s'associent à la coalition, ils auront plus de postes pour placer leur personnel politique et **plus d'influences sur les choix politiques** de l'exécutif.

L'argument contre (du point de vue écolo) : une association avec la coalition, leur ferait perdre de la crédibilité politique auprès de leur propre électeurat. **Ils feraient désormais partie du système.**

En général, les gains politiques des Verts auront une influence sur les décisions politiques dans la mesure que les centres vont essayer de plaire aux écologistes radicaux.

On peut donc s'attendre, avec ou sans coalition, à plus de taxes carbone, plus d'interdiction de plastique, etc.

## Quelle importance a réellement cette élection ?

Les élections européennes sont un acte plutôt symbolique : même si le Parlement européen peut faire des résolutions et amendements, le fait qu'il ne peut pas initier une législation le rend relativement inopérant (ou inoffensif selon le point de vue).

En fait, ce n'est que **le renouvellement de la Commission européenne (non-élus) qui est vraiment intéressant et important.**

## Combien coûtent les eurodéputés ?

C'est difficile de comparer les chiffres pour toute l'Union européenne. En France (d'après le Sénat), on peut compter entre 30 et 40 millions d'euros juste en remboursement de frais des partis politiques, donc sans compter les infrastructures nécessaires pour le vote. Au Royaume-Uni, *The Sun* parle de 120 millions d'euros.

Un eurodéputé coûte environ 600 000 euros par an au contribuable. Pour la France, on parle donc de 237 millions d'euros pour toute la législature, uniquement pour les députés français.

## Que faire dans l'immédiat ?

On peut réellement s'attendre à une plus grande emprise des mouvements écologistes, dans la politique européenne. Les compagnies d'aviation commencent déjà à trembler. Les entreprises suédoises souffrent déjà d'un manque de clients.

Pour le reste, il faut encore attendre la constitution de la commission européenne et la confirmation de la majorité parlementaire.